

L'Amérique latine tourne le dos à deux ans de récession

- L'Union européenne constitue pour l'Argentine et le Brésil un partenaire privilégié.
- Face au protectionnisme américain, les pays latino-américains jouent l'ouverture.

AMÉRIQUE LATINE

Michel De Grandi
@MdeGrandi

« Le processus d'intégration est fondamental pour la croissance de nos pays. » Luis Carranza Ugarte, président de la Banque de développement d'Amérique latine (CAF), en est intimement persuadé. Il y va de l'avenir du continent. « La région a besoin de s'intégrer avec le monde pour renouer avec la croissance » : une thèse qu'il a déroulée lors d'un colloque économique à Bercy consacré à l'Amérique latine et à la Caraïbe.

Après deux années de récession, une situation inédite depuis les années 1980, les économies d'Amérique latine redressent la tête. Timidement, puisque les prévisions pour 2017 tablent sur une progression du PIB de 1,2 % puis de 2,1 % en 2018. L'acquiescement du président brésilien Michel Temer par le tribunal électoral samedi redonne de l'oxygène à sa campagne de réformes.

Alors que certains pays comme le Venezuela, la Colombie, le Chili ou l'Équateur ont été pénalisés par la baisse des matières premières, les économies latino-américaines veulent être moins dépendantes des cycles économiques. Et puis, à



Plate-forme pétrolière au large de Rio de Janeiro, au Brésil.
Photo Yasuyoshi/AFIP

force d'exporter du cuivre, du lithium ou du pétrole, la zone transforme finalement peu ses produits.

Pour s'inscrire dans une croissance durable et créer de la valeur dans leurs produits exportés, les grands pays de la zone veulent procéder par étapes. Déjà, en harmonisant les règles techniques et bureaucratiques d'un pays à l'autre. « On peut trouver des masses critiques qui permettent de réduire les coûts. Une telle démarche va au-delà de l'apport de capitaux et du travail », poursuit le président de la CAF. Selon lui, l'Alliance du Pacifique (qui regroupe le Chili, la Colombie, le Pérou et le Mexique) constitue un bon exemple. Les pays ne sont pas interconnectés. Malgré tout, « ils veulent s'intégrer dans le monde et constituer une puissance. C'est à ce moment qu'une volonté politique peut

aider à constituer un socle solide ». A une échelle différente, c'est aussi ce que tentent de faire l'Argentine et le Brésil. Le président Mauricio Macri s'est rendu récemment chez son voisin du Mercosur accompagné d'une cinquantaine de représentants d'agences gouvernementales. « Nous voulons nous mettre d'accord sur des normes avec le Brésil et créer une plate-forme commune », a expliqué Francisco Cabrera, le ministre argentin de l'Industrie.

Balance commerciale

Rejetant les pressions protectionnistes qui ont singulièrement augmenté depuis l'arrivée de Donald Trump à la tête des États-Unis, l'Amérique latine veut croire aux politiques d'ouverture. C'est le

deuxième étage de la fusée latino-américaine. Visiblement, les rapprochements entre organisations sud-américaines – Mercosur et Alliance du Pacifique – ne sont pas tout. Il faut nouer des accords de libre-échange avec d'autres structures, ont expliqué la plupart des représentants de ces pays. Pas moins de 36 accords de ce type ont déjà été signés par des pays d'Amérique latine. Ses échanges avec le monde représentent aujourd'hui 43 % du total de ses flux commerciaux, contre 33 % il y a dix ans.

Dans cette optique, le dialogue avec l'Union européenne apparaît comme une priorité, au moins pour le Brésil et l'Argentine, même s'il continue de buter sur des points spécifiques. ■

INTERVIEW // HENRIQUE MEIRELLES

Ministre des Finances du Brésil

« Le Brésil va poursuivre la négociation avec l'Europe »



Henrique Meirelles. Photo Lino Mirgeler/AFIP

Propos recueillis par
Virginie Robert
@virginierob
et M. G.

Le président Temer vient d'être acquitté par le Tribunal électoral. Quelles sont les implications de ce jugement déjà controversé ?
Nous allons nous concentrer sur la mise en œuvre des politiques économiques qui mènent le Brésil sur la voie de son rétablissement.

Comment lutter davantage contre la corruption ?

Les règles de gouvernance dans les entreprises publiques ont été revues. On a aussi modifié les règles des fonds de pension pour les salariés du public. Enfin, la multiplication des procédures judiciaires montre qu'un assainissement est en cours.

Comment mener ces réformes dans un climat politique aussi tendu ?

Ce sont des réformes de long terme, certaines d'entre elles sont engagées depuis un moment. Surtout, il y a un consensus parmi les élus, selon lequel ces réformes sont nécessaires pour faire avancer le pays. Nous avons inscrit dans la Constitution un plafond des dépenses publiques pour les dix prochaines années ; elles représentaient environ 25 % du PIB, notre but est de les ramener à 15 %. Nous avons revu la législation pour les groupes pétroliers comme pour les grandes entreprises d'État. Une réforme du marché du travail est en cours, qui doit apporter plus de flexibilité. Enfin, nous menons une grande réforme des retraites qui prévoit un revenu minimum pour tous les hommes âgés de 65 ans et les femmes de 62 ans.

Quels sont vos objectifs de croissance ?

Nous voulons revenir à ce qu'a été la

croissance moyenne du Brésil ces trente dernières années, c'est-à-dire une vitesse de croisière de 3,3 % de hausse de PIB par an. Nous sortons d'une récession forte et brutale, qui a été creusée par une envolée des dépenses publiques et de la dette, et marquée par une chute des investissements et de la confiance. Nous avons revu la loi sur les faillites, nous voulons accroître la productivité et faciliter l'enregistrement centralisé des créances. Au dernier trimestre de cette année, nous espérons renouer avec 2 % de croissance et peut-être 3 % l'an prochain.

« Le rythme des réunions sur l'accord de libre-échange s'est accéléré avec l'Union européenne. »

Etes-vous confiant dans l'aboutissement d'un accord de libre-échange entre le Mercosur et l'UE ?

J'ai rencontré Bruno Lemaire et je lui ai dit que nous étions déterminés à poursuivre cette négociation. Le rythme des réunions s'est d'ailleurs accéléré.

Pensez-vous qu'il faille plus d'intégration interrégionale en Amérique latine ?

Les derniers développements concernant les accords commerciaux, qu'il s'agisse de la renégociation de l'Aléna ou de l'abandon du Trans-Pacific Partnership sont avant tout le fruit du changement de l'administration américaine. Pour tous les pays de la région, une plus grande intégration en Amérique latine est souhaitable. Cela passe par plusieurs étapes. D'abord, un renforcement du Mercosur, pour qu'il soit plus efficace. Dans un second temps, on peut envisager son élargissement à l'Amérique du Sud puis à l'Amérique latine et aux Caraïbes. ■

en bref

L'Inde et le Pakistan adhèrent au pacte de sécurité de Shanghai

SÉCURITÉ L'Inde et le Pakistan ont adhéré, vendredi, à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), fondée en 1996 et qui vise à assurer la sécurité dans la zone eurasiatique sous la direction de Pékin et de Moscou. Les dirigeants des membres de l'OCS (Russie, Kazakhstan, Chine, Tadjikistan, Kirghizistan, Ouzbékistan), parmi lesquels le président russe, Vladimir Poutine, et le président chinois, Xi Jinping, ont signé un mémorandum sur l'adhésion de ces deux pays qu'oppose une rivalité inextinguible depuis 1947, notamment sur la région disputée du Cachemire, lors du sommet annuel de l'organisation au Kazakhstan.

L'accord de libre-échange Japon-UE se rapproche

COMMERCE Le Japon et l'Union européenne devraient s'entendre sur les grandes lignes d'un accord de libre-échange et signer en ce sens un document cadre le mois prochain, a affirmé vendredi le quotidien japonais « Nikkei ». Les derniers blocages, qui concernaient particulièrement le lait et les produits laitiers, sont en passe d'être levés côté nippon. Une délégation japonaise doit se rendre à Bruxelles sous peu pour les dernières phases de discussions en coulisses avant de peaufiner un accord-cadre. Ce dernier pourrait être paraphé lors du sommet du G20 les 7 et 8 juillet à Hambourg, a ajouté le « Nikkei ».

Chypre : reprise des négociations fin juin

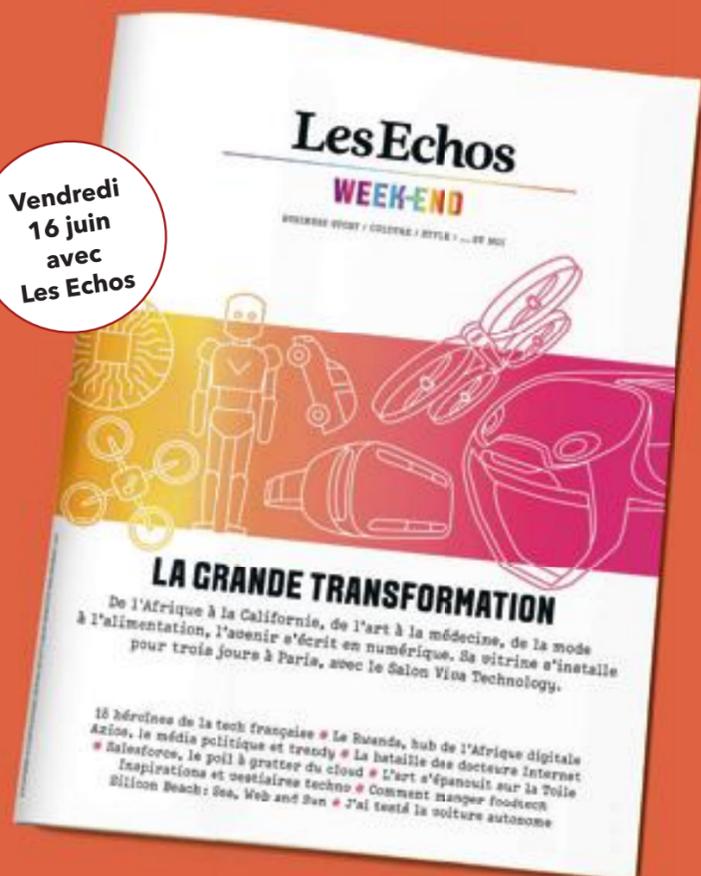
NATIONS UNIES Les négociations sur l'avenir de Chypre, qui se tiennent sous l'égide des Nations unies et étaient suspendues depuis le 26 mai, reprendront le 28 juin à Genève, a annoncé l'ONU vendredi. Nicos Anastasiades, le président de la République de Chypre (partie grecque), et Mustafa Akinci, le dirigeant chypriote turc, ont rencontré à New York le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et ont accepté de reprendre les pourparlers entamés il y a deux ans. La suspension avait été provoquée par un désaccord sur les modalités de la conférence prévue à Genève.

Afrique de l'Ouest : 3 millions de personnes en urgence alimentaire

AIDE Quelque 3 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire « immédiate » dans 8 États d'Afrique de l'Ouest, ont alerté vendredi les ministres de l'Agriculture de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). « Les ministres se sont préoccupés de la situation difficile d'environ 3 millions de personnes en insécurité alimentaire », indique un communiqué publié à l'issue d'une réunion jeudi à Niamey des 8 ministres de l'Union. Ces victimes des pénuries vivrières « ont besoin d'assistance immédiate ».

NUMERO EXCEPTIONNEL L'AVENIR S'ECRIT EN NUMERIQUE

Vendredi
16 juin
avec
Les Echos



Les Echos

BIENVENUE DANS LA NOUVELLE ECHOSNOMIE